

ALERTE !!! LA POSTE DÉRIVE...

À Boucau comme ailleurs aujourd'hui, qui connaît son facteur ? De réorganisation en réorganisation, La Poste supprime du personnel, et ne renouvelle pas les départs en retraite en CDI, aggravant ainsi la situation. Il n'y a plus de concours depuis longtemps. La Poste a recours aux sociétés d'intérim comme prestataires de services, lesquelles se chargent de combler les demandes. Ainsi, nos petits jeunes, en CDD, découvrent le métier de la distribution du courrier, sans formation, ou si peu, et sont envoyés parfois, sans connaître l'itinéraire de leur tournée. Devant aussi peu de considération de l'entreprise, inutile de dire que dès que l'opportunité se présente de trouver un autre emploi, nos jeunes sautent sur l'occasion et quittent La Poste. **Résultat, il n'est qu'à voir le manque total de régularité dans l'acheminement et la distribution du courrier, dont tout le monde pâtit.** Les réclamations nombreuses n'ont droit qu'à des réponses bla-bla-bla-bla, informant que tout est rentré dans l'ordre, alors que la semaine suivante, par le biais des changements incessants, la pagaille revient. Ces difficultés sont bien le résultat de la politique de La Poste !!!

Et qu'apprend-on aujourd'hui ? Qu'à la nouvelle réorganisation prévue cette année, nos 4 facteurs (ils étaient 7 il y a quelques années), quitteraient Boucau, pour aller préparer leurs tournées à La Poste de Bayonne, et partiraient

de là-bas, pour distribuer à Boucau. Avec pour résultat 1 728 km de plus par mois, soit 20 736 km par an, pour nos 4 facteurs, avec des frais de carburant supplémentaires, plus de risques de pannes ou d'accidents, davantage de temps pour les déplacements et moins pour la distribution !

La Poste est face à une contradiction économique : il y a de moins en moins de courrier, mais de plus en plus de destinataires à desservir. **Quand elle réorganise, tous les deux ans, c'est pour réduire le nombre de tournées et pour allonger les circuits de tournées restantes, justifiés par une évaluation de leur durée théorique.**

Les directions postales la présentent comme un verdict définitif et indiscutable, pour justifier la réduction d'effectifs. Ainsi va la vie à La Poste, et les usagers comme les employés en pâtissent malheureusement !!!

Si La Poste conserve une mission de service public, force est de constater qu'elle est très loin de l'assumer correctement. Hélas !!! ■

Alain DA SILVA

OPÉRATION SÉDUCTION

POURQUOI LES ENTREPRISES
QUI LICENCIENT NE RENDENT-ELLES
PAS LES AIDES PUBLIQUES ?



Gabriel ATTAL, Ministre du budget et des comptes publics vient de lancer une opération de division baptisée « En avoir pour ses impôts ». Son initiative ne vise qu'un seul but : culpabiliser une nouvelle fois « les gens d'en bas ». D'où son pilonnage idéologique sur les coûts des services publics : coûts de scolarisation, coût d'un accouchement, coût des dépenses de santé, etc...Tiens il n'évoque pas le coût de l'armement militaire !

Pourtant, les conditions d'accès à l'éducation, à la santé, à la justice (sociale et fiscale notamment) n'ont rien à voir avec des coûts toujours présumés insupportables. Il veut faire croire que les couches moyennes et supérieures paieraient pour les plus démunis qui eux ne s'acquitteraient pas de l'impôt.

Il oublie, au passage que ces derniers paient l'impôt le plus injuste qui soit : la TVA qui représente 31 % du budget de l'État auquel s'ajoutent les différentes taxes aussi injustes : sur le carburant, sur l'énergie, sur l'eau qui plombent plus particulièrement le budget des plus démunis.

Suggérons à M. ATTAL que s'il veut trouver de l'argent, il peut toujours taper dans les près de 160 milliards de cadeaux aux entreprises ; qu'il s'en prenne aux 80 milliards d'évasion fiscale ; aux 50 milliards d'intérêt de la dette liés aux dépenses d'armement ; sans parler de la rémunération de cabinets de conseil style Mac'Insey ; et pourquoi pas le retour à l'impôt sur la fortune ? ENTRE AUTRES. ■

Maurice GARCIA



L'Étincelle



L'INFO DE BOUCAU vue par les Communistes boucalais printemps 2023

EDITO

PEUT-ON VRAIMENT PASSER À AUTRE CHOSE ?

Macron a cru qu'il pouvait imposer une réforme des retraites alors même qu'aucune nécessité ne la justifie si ce n'est la volonté de donner quelques gages aux marchés financiers.

Le processus d'adoption de cette Loi avec l'utilisation de tous les artifices - bien que réglementaire - limite, spolie le débat parlementaire et interroge alors le fonctionnement démocratique de notre pays. Cela a provoqué la colère du peuple et de sa jeunesse. Les démonstrations de la rue avec des millions de manifestants, le soutien de l'opinion et les nombreux arrêts de travail dans les entreprises ont permis

ce rapport de force historique. Mais rien n'y a fait. L'obstination du Président est telle qu'il ne peut plus sortir sans subir la colère des français qui n'en peuvent plus d'être méprisés et qui refusent de tourner la page de la bataille des retraites. **Sa seule réponse est d'interdire les manifestations lors de ses déplacements et donne l'image d'un peuple bâillonné...un paradoxe dans le pays fondateur des droits de l'homme.**

Macron s'inquiète que son seul héritage politique puisse être l'arrivée de l'extrême droite au pouvoir mais, dans les faits, que prépare-t-il d'autre ?

Quand tous appellent à plus de démocratie, il joue l'autoritarisme tandis que le libéralisme dont il est le chantre est battu en brèche partout dans le monde. Il croit pouvoir aller toujours plus loin dans le dérèglement de la société. Reconstruire les services publics aux premiers rangs desquels la santé et l'éducation, reprendre le pouvoir sur l'économie, voilà ce que nous demandons !

Passer à autre chose vite, le chef de l'état tente de gommer son image de Président du laisser-faire : «réindustrialiser» la France, rebâtir notre appareil productif avec une souveraineté industrielle tout en préservant l'environnement telles sont les intentions affichées par son



projet de Loi industrie verte. Pourtant, sur le fond, le texte ne touche pas au cœur de sa politique libérale. La « réindustrialisation » à la sauce Macron passe par un déversement d'argent public en direction du secteur privé et par un assouplissement des normes destinées à faciliter la vie et les profits aux chefs d'entreprises. Il propose ainsi de raccourcir les délais d'implantation des usines nouvelles de 17 à 9 mois. Ce qui fait dire à Jérémie Sussa, délégué général de l'association «Notre affaire à tous» (qui milite pour une justice climatique) que le signal envoyé aux industriels est le suivant : «venez chez

nous vous pourrez ouvrir des usines en 9 mois et on ne vous embêtera pas sur le climat». **Il serait plus judicieux de conditionner les 200 milliards d'aides publiques fléchées pour les entrepreneurs au respect de critères sociaux et environnementaux.**

Le dérèglement climatique met en péril le vivant et la nature en raison d'un mode de production assis sur l'énergie fossile (charbon, pétrole, gaz) dans une course aux profits insensée de quelques multinationales. Plus personne ne conteste cet état de fait. **Moins évident pour un grand nombre, relever les défis qui nous sont posés ne peut se faire par ces politiques libérales d'adaptation du système capitaliste. Le défi qui se pose est bien celui de son dépassement : partage des pouvoirs et des savoirs, des richesses et libération du travail de l'exploitation. C'est la position du Parti communiste.**

À la conquête de nouveaux jours heureux, le PCF lors de son dernier congrès a posé les jalons d'un projet de société non pas tout ficelé mais fruit d'une démarche populaire en agissant avec toutes les forces disponibles.

Discutons, rassemblons-nous et agissons pour impulser les ruptures nécessaires de notre temps. ■

Dominique LAVIGNE

BOUCAU EN NOIR ET BLANC ET EN COULEURS

Le bureau de l'association « Les amis de l'étincelle » et le comité de rédaction du journal se félicitent du succès de la soirée du 15 avril 2023, au salon du dojo, avec plus de 80 participant(e)s. Ils remercient vivement toutes ces personnes pour l'intérêt qu'elles ont porté à cette initiative retraçant des périodes fortes de la grande et de la petite histoire de Boucau et Tarnos. **Un compte-rendu est publié sur le site : <https://fb.me/boucaupcf/>**

Joël DA SILVA



Contactez nous, par mail : contact@boucaupcf.fr ou par notre site : <https://www.boucaupcf.fr/>
Responsable de la publication : Jean Molères – Supplément des Nouvelles des PA – Commission paritaire

EDF, 100% PUBLIC : NATIONALISATION ? NON, FINANCIARISATION !

L'OPA de l'État sur EDF est actée. Après le vote à l'Assemblée Nationale, début mai, la justice a rejeté le recours de petits actionnaires pour contester la validité des projets de «renationalisation» totale d'EDF. Le rachat complet est chiffré à 9,7 milliards d'euros pour l'État.

Certes, la reprise à 100% du capital peut apparaître comme une garantie contre l'éclatement immédiat du groupe public, c'est vrai pour aujourd'hui, mais en réalité de quoi s'agit-il ? Cette opération qui s'apparente plutôt à une recapitalisation ne s'accompagnera pas d'un changement de statut de l'entreprise puisqu'elle sera toujours une Société Anonyme et ne retrouvera pas son statut précédent, celui d'établissement public (Établissement Public à caractère Industriel et Commercial).

L'endettement du groupe EDF semble servir de prétexte pour faire exploser le modèle énergétique français sur lequel EDF s'est construit et qui a fait ses preuves en termes de performance industrielle grâce à sa conception intégrée, de la production, du transport, de la distribution et de la commercialisation.

L'obsession de la commission européenne à mettre fin aux monopoles publics est avérée. Dans cette hypothèse, le groupe serait alors découpé en entités indépendantes, en multiples filiales pour être offertes, à terme, au marché et

à la bourse. Privatiser les réseaux de transport d'électricité mettrait tout simplement fin à l'égalité de traitement, à la solidarité nationale par une remise en cause de la péréquation tarifaire (système de tarification unique quel que soit l'endroit sur le territoire national pour un même usage). On serait très loin d'une nationalisation ! La persistance du gouvernement à vouloir supprimer, au mois de juin prochain, les tarifs encadrés, permettra la jungle des tarifs « grâce à la concurrence libre et non faussée (sic) » où la protection des usagers sera totalement compromise avec des modifications tarifaires mensuelles au gré des fournisseurs.

Pour le parti communiste l'exigence d'une véritable maîtrise de l'énergie dans son ensemble par la création d'un pôle public s'impose.

Ce concept doit permettre l'appropriation sociale grâce à de nouvelles nationalisations.

Un vrai service public démocratisé, qui associe dans la décision et la gestion, les salariés, les usagers, les collectivités locales. ■

Joël DA SILVA

FAUX

"Eux nous ne les avons pas essayés"

Ce slogan rabatteur de voix au profit de l'extrême droite est inexact. De 1940 à 1944 nous avons été dirigés par un gouvernement d'extrême droite et fasciste. On retrouve dans le magazine Géo via internet quelques moments clés de la période où l'extrême droite, s'affranchissant du passage par les urnes, a tenté le forcing. On les a bel et bien essayés ... forcés. Le 11 février 1961 : création de l'OAS, organisation terroriste clandestine française proche de l'extrême droite nous est-il précisé. Slogan, l'Organisation de l'Armée Secrète frappe quand elle veut et où elle veut. Bilan en France, 71 morts, 394 blessés. Mode opératoire, plastiquages. Le 6 juillet 1964, changement de pied. Le journal Côte Basque Soir relate une réunion tenue aux arènes de Bayonne sous la présidence du général de Monsabert avec Jean Marie le Pen et le colonel Thomazo entre autres. Le but, lancer la campagne de l'extrême droite à la présidentielle, avec pour candidat Jean Louis Tixier Vignancour. « La Corrèze avant le Zambèze », déjà. De la vieille histoire que tout cela ? Voire ! Car il reste qu'au moment où ces lignes sont écrites, l'actualité révèle qu'un maire agressé par l'extrême droite démissionne (menaces de mort, ses deux voitures et une partie de sa maison incendiées). Un centre d'accueil de demandeurs d'asile, devait être déplacé près d'une école sur la ville. À l'heure où l'histoire a l'insensée tendance à repasser les plats, l'affirmation utile à tout un chacun reste : l'extrême droite ne passera pas par moi. ■



HOMMAGES

ROLAND BIERGE est un artiste peintre français, internationalement connu, né en 1922, à Boucau et décédé en 1991. Sa veuve Marie Madeleine Bierge a fait don en 2011 à la commune de Boucau, d'un tableau dédié à sa maman, qui depuis est installé dans la salle du Conseil Municipal. Une allée portant son nom, a été inaugurée, proche du lieu où il naquit, par Marie José Espiaube, Maire de la commune. Douze ans après, Madame Marie Madeleine Bierge fait à nouveau, un don conséquent d'une trentaine d'œuvres créées par son époux, à la commune.

Mais qui est cet artiste ?

En 1946, à l'initiative de quelques peintres amateurs de nos deux communes, sous le nom des "Peintres du dimanche", il fait partie des fondateurs du Cercle des Amis de l'Art, avec entre autres, Paul Rambié, Casamayou, Borthelle... Puis il monte à Paris. Il participe à un réputé Salon des Indépendants. Il est engagé à l'atelier de décors de la Comédie Française en qualité de décorateur. Sa première exposition particulière a lieu en 1950, à la galerie La Boétie et sera suivie d'autres en province, au Luxembourg, en Allemagne, à New York, etc.

Plus tard, Roland Bierge, en 1964, réalise le plafond de l'Opéra Garnier d'après la maquette de Marc Chagall. En fait Chagall a conçu la maquette et la réalisation effective du plafond a été



confiée à Roland Bierge, lequel a été recruté par Malraux Ministre de la Culture du Général De Gaulle et qui a travaillé huit mois aux Gobelins pour peindre les panneaux à taille réelle qu'il avait dessinée à l'échelle. Roland Bierge rapporte que Chagall lui aurait confié : " Bierge, on trompe son monde..."

Musicien ou magicien de la couleur, Roland Bierge nous emmène vers un bonheur d'ailleurs où les couleurs deviennent la musique des yeux. Son art, épuré, dépouillé à l'extrême, laisse

chacun libre d'y ajouter ce que lui murmurent ses sens en éveil.

À Boucau, suite à cette donation culturelle d'une belle sensibilité à la ville, la municipalité a organisé une cérémonie-vernissage de l'exposition en mairie et à la Bibliothèque André Moine de ses œuvres. Il est regrettable de constater le nombre restreint des participants autour de la représentante de la famille. Les invitations ont-elles été à la hauteur de l'évènement ? En dehors des membres du Cercle des Amis de l'Art, seul Monsieur le Maire, Madame l'adjointe à la Culture et une conseillère municipale étaient présentes. Pourquoi une telle discrétion ? C'était pourtant une magnifique

occasion de dire qu'à Boucau, nous avons aussi des artistes... et non des moindres ! Une belle occasion culturelle manquée pour ce don exceptionnel, qui aurait permis de remercier publiquement Madame Madeleine Bierge, veuve de l'artiste pour sa grande générosité, et pour l'honneur qu'elle nous faisait par ce geste d'une rare beauté ! ■

Alain DA SILVA

SALAUDS DE PAUVRES

Après avoir volé deux ans de vie au travail, le mégalo de l'Élysée a donné ordre à ses troupes de s'attaquer à un fléau de notre société, les profiteurs et les fraudeurs. Il ne s'agit bien évidemment pas des multinationales qui installent des filiales dans les paradis fiscaux, des entreprises qui fraudent les cotisations sociales, des PDG qui s'attribuent sans vergogne des salaires pharaoniques, des patrons qui font travailler au noir des sans-papiers surexploités ou des rentiers qui s'enrichissent en dormant.

Non, il s'agit de s'attaquer aux véritables profiteurs, les bénéficiaires du RSA, ceux qui touchent scandaleusement 600

€ par mois en se tournant les pouces ou, horreur suprême, qui « les renvoient au Maghreb ou ailleurs », dixit Bruno Le Maire. Ces gens-là doivent être impérativement rééduqués en donnant 15 à 20 heures gratuites par semaine d'activités dites de réinsertion, alors que, pour une immense majorité d'entre eux, leur volonté de réinsertion se heurte aux portes fermées.

Voilà l'initiative de nos dirigeants actuels qui se croient des esprits raisonnables, qui ne cessent de dénoncer la démagogie, le populisme ou l'extrémisme, alors qu'ils en sont l'incarnation la plus glauque. Comme disait Lamennais : « On respire un air plus pur loin de la bassesse, de la fourberie et de l'hypocrisie » ■

Xabi POYDENOT

LU SUR L'HUMANITÉ. COURRIER D'UN LECTEUR

Je suis angoissé de l'indifférence et du silence des citoyens des grandes nations développées, dont le France, face à la démesure criminelle de l'augmentation des budgets d'armement en général et d'armement nucléaire en particulier. Devant les centaines de milliards engloutis dans cette folie et les nouvelles centaines de milliards programmées par les États, on en vient à se dire que non seulement l'humanité n'est pas sortie de sa préhistoire, mais qu'elle a décidé de s'y enfoncer encore plus. A quand, en Europe, dans le monde, un nouvel « appel de Stockholm », encore plus puissant que celui de 1952 ? A quand, en France, des manifestations aussi importantes que les beaux cortèges que nous venons de vivre contre la « réforme » scélérate des retraites ? (...) nouvelle loi de programmation militaire décidée par le gouvernement pour les cinq ans à venir ajoute du malheur au malheur, des risques au périls. Elle est insensée, elle n'est pas moins irresponsable que Poutine ou les boutefeux de l'Otan. Il faut la combattre, elle aussi, dans la rue. C'est vital.